

[Traduction]

M. Hales: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Les dispositions de cette loi l'emporteront-elles sur tout bill provincial sur les langues présentement en vigueur?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député demande que le ministre formule une opinion juridique sur l'interprétation d'un statut. C'est antiréglementaire.

LES BÂTIMENTS PUBLICS

LE NOUVEL IMMEUBLE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au ministre des Finances. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre comment il peut faire un appel d'offres pour la construction à Ottawa du nouvel immeuble des Affaires extérieures après s'être engagé à retarder la construction d'immeubles du gouvernement dans les secteurs où son budget de juin assujettissait la construction d'immeubles commerciaux à un amortissement différé?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La question est nettement litigieuse.

LE PÉTROLE

LES FINANCES DE LA PANARCTIC OILS LIMITED

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse plutôt au ministre des Finances. Aux dernières nouvelles, la Panarctic Oils Limited a pratiquement épuisé tous ses fonds de développement et demanderait au gouvernement qui détient 45 p. 100 de ses actions, ainsi qu'aux courtiers de l'industrie, \$10 millions de plus d'ici la fin de l'année. Le ministre des Finances a-t-il reçu une demande de fonds supplémentaires de la part de Panarctic Oils Limited et, si oui, quelle a été la décision du gouvernement dans cette affaire?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, jusqu'ici aucune demande de ce genre ne m'est parvenue.

LES PÊCHES

LES CHALUTIERS SOVIÉTIQUES DANS LES EAUX CANADIENNES

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou

[L'hon. M. Pelletier.]

au ministre des Pêches, l'un et l'autre étant supposés être à la Chambre, selon le rôle des présences. En leur absence, j'adresse ma question au responsable de l'un ou l'autre de ces ministères.

Le gouvernement a-t-il présenté des instances à l'ambassade de Russie concernant les opérations d'au moins 40 chalutiers soviétiques à l'intérieur de la limite dite de 12 milles près du cap Smoky, au Cap-Breton, qui ont causé des difficultés aux pêcheurs de cette région?

M. E. F. Whelan (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et Forêts): Monsieur l'Orateur, l'activité de la flotte russe a été observée, mais rien n'indique qu'elle ait pénétré dans la zone dite de 12 milles. Nous gardons la flotte sous étroite surveillance. Si elle s'y introduit, alors les responsables seront sans doute appréhendés et le ministre des Finances saisira l'occasion d'augmenter ses recettes.

RADIO-CANADA

LE SÉPARATISME

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, je serais tenté de poursuivre la dernière question, mais je m'en abstiendrai. Ma question s'adresse au secrétaire d'État. A-t-il jamais ordonné au Conseil de la radio-télévision canadienne de faire enquête sur le séparatisme à Radio-Canada?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Non, monsieur le président.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

L'USAGE DES PESTICIDES

[Traduction]

M. Walter Deakon (High Park): Monsieur l'Orateur, puis-je adresser ma question au secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social? Peut-il nous dire par quel moyen le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social contrôle la vente et l'usage d'insecticides, car c'est là un problème qui inquiète de plus en plus les gens?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je crois que la question ainsi posée devrait faire l'objet d'une déclaration à l'appel des motions. Si le député préfère obtenir une réponse aujourd'hui, on pourrait la débattre au moment de l'ajournement demain.